



Adainville

Bazainville

Boinvilliers

Boissets

Bourdonné

Boutigny-Prouais

Civry-la-Forêt

Condé-sur-Vesgre

Courgent

Dammartin en Serve

Dannemarie

Flins Neuve Eglise

Goussainville

Grandchamp

Gressey

Havelu

Houdan

La Hauteville

Le Tartre Gaudran

Longnes

Maulette

Mondreville

Montchauvet

Mulcent Orgerus

Orvilliers

Osmoy

Prunay le Temple

Richebourg

Rosay

Septeuil

St Lubin de la Haye St Martin des Chamos

Tacoignières

Tilly

Villette

CONTRAT DE CESSION DE DROITS D'EXPLOITATION D'UN SPECTACLE POUR JEUNES ENFANTS

Le Président,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.5211-9, L.5211-10 et L.5216-1 et suivants ;

Vu l'arrêté inter préfectoral n°97/19/DAD des 23 et 30 décembre 1997 portant création de la Communauté de Communes du Pays Houdanais (CCPH) entre les communes de Bazainville, Boissets, Civry-la-Forêt, Gressey, Houdan, Richebourg, Tacoignières (Yvelines) et Boutigny-Prouais, Champagne et Goussainville (Eure-et-Loir) ;

Vu l'arrêté préfectoral n°78-2022-02-24-00002 en date du 24 février 2022, portant modification des statuts de la Communauté de Communes du Pays Houdanais, conformément à l'article L.5211-5-1 du Code général des collectivités territoriales :

Vu la délibération n°24/2020 en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection du Président de la CC Pays Houdanais ;

Vu la délibération n°27/2020 en date du 15 juillet 2020 relative à la délégation de pouvoir du Conseil communautaire au Bureau communautaire:

Vu la délibération n°17/2022 du 15 février 2022 donnant délégation d'une partie des attributions du Conseil communautaire au Président ;

Considérant que dans le cadre d'un spectacle de fin d'année organisé par le Relais Communautaire Petite Enfance de la Communauté de Communes du Pays Houdanais (RCPE), il est nécessaire de signer un contrat avec la Sté TOMASA PRODUCTION pour deux spectacles de jeunes enfants dénommé « LES MINIS ZOZOS » le mardi 17 décembre 2024 à 9h15 et à 10h15 à la salle des fêtes de Tacoignières, situé Grande rue 78910 Tacoignières.

Considérant que cette prestation s'élève à mille euros TTC (1 000,00 € TTC), pour les deux spectacles.

DÉCIDE:

ARTICLE 1 : De signer le contrat avec la Sté TOMASA PRODUCTION.

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES PAYS HOUDANAIS

22, porte d'Épernon BP15 78550 Maulette

T. 01 30 46 82 80 F. 01 30 46 15 75

ccph@cc-payshoudanais.fr www.cc-payshoudanais.fr

Accusé de réception en préfecture 078-247800550-20241008-DEC10207102024-AR Date de télétransmission : 08/10/2024 Date de réception préfecture : 08/10/2024



ARTICLE 2 : Dit que le montant des deux spectacles s'élève à 1 000,00 € TTC.

ARTICLE 3: Madame la Directrice Générale des Services et Madame la Trésorière sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision, dont copie sera transmise au contrôle de légalité.

ARTICLE 4: Dit que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2024 à l'article 081 6288 64.

AFFICHE A LA PORTE DE LA C.C. DU PAYS HOUDANAIS, le

Fait à MAULETTE, le 7 octobre 2024

Le Rrésident, Jean-Marie TÉTART



Affichée à la porte de la CCPH / Publiée sur le site internet de la CCPH le : 8 40/104

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification et de sa transmission au contrôle de légalité, l'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de la réception du recours équivaux par principe, et sauf exceptions, à une décision implicite de rejet en application de l'article L.411-7 du Code des relations entre le public et l'administration, et d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles, notamment par voie électronique via l'application « télérecours citoyen » accessible sur le site internet www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification et de sa transmission au contrôle de légalité, ou à compter de la réponse explicite ou implicite du Président si un recours gracieux a été préalablement exercé, notamment dans les cas où un recours administratif préalable est obligatoire.

Accusé de réception en préfecture 078-247800550-20241008-DEC10207102024-AR Date de télétransmission : 08/10/2024 Date de réception préfecture : 08/10/2024